

**Séance ordinaire du
jeudi 16 décembre 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Agnès SAURAT, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Tramway Ligne 5 - Traité d'adhésion à l'ordonnance d'expropriation entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles AL 241, AL 243, AL 244 - Route de Mende - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway entre Lavérune et Clapiers, visant à permettre d'améliorer les conditions de déplacements sur l'ensemble du territoire de la Métropole, il convient de céder, par traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation, au profit de la Métropole, les parcelles cadastrées AL 241, AL 243 et AL 244 d'une superficie totale de 508 m², appartenant à la Ville de Montpellier, situées route de Mende à Montpellier.

En effet, par une ordonnance d'expropriation n°20/00104 en date du 29 juin 2020, ont été expropriées trois parcelles appartenant à la Ville de Montpellier, au profit de la Métropole, pour les besoins de la ligne 5 du tramway.

Dans ce contexte, il est proposé la signature du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation précisant les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, à savoir une indemnité forfaitaire et définitive de 1 € symbolique, sachant que tous les frais liés au transfert de propriété seront à la charge de la Métropole.

Désignation :

SECTION	NUMERO	LIEU DIT	CONTENANCE	EMPRISE
AL	241	1854, route de Mende	353 m ²	353 m ²
AL	243	1060, route de Mende	135 m ²	135 m ²
AL	244	1060, route de Mende	20 m ²	20 m ²

L'acte constatant le transfert de propriété résultant de l'ordonnance d'expropriation et du traité d'adhésion sera confié à l'Office Notarial de Baillargues, à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter les termes du traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation pour les parcelles AL 241, AL 243, AL 244 situées route de Mende à Montpellier, qui a pour objet de préciser les conditions d'indemnisation de la Commune de Montpellier, indemnité fixée d'un commun accord à la somme forfaitaire et définitive d'un euro symbolique ;
- De confier la rédaction de l'acte constatant le transfert de propriété résultant de l'ordonnance d'expropriation et du présent traité d'adhésion à l'Office Notarial de Baillargues, aux frais de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le traité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 21 décembre 2021

**Pour extrait conforme,
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 21 décembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- vue aérienne d'ensemble rte de Mende
- Traité d'adhésion - Commune MONTPELLIER - 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211216-173707-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 21/12/21
Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.